

John Carter Brown
Library
Brown University

Acquired with the assistance of the

Sylvia Augusta Brown
Fund

JOHN CARTER BROWN LIBRARY



E.

*Lettre de M. le Gouverneur général à MM. les
Commissaires de l'Assemblée générale.*

J'ai l'honneur, MESSIEURS, de vous adresser ci-
jointe la réponse que je vous ai promise ce matin.

J'ai l'honneur d'être, &c.

go
de
n°
p.
ti

Signé, le Comte DE PEINIER.

Pour copia conforme.

Signé, le Comte DE PEINIER.

F I N.

v
i

la

la

er.
us
nt
er
ont

dū
a-
nie
o-

up
ar-

es,
ur

le

06-61

130

OUVERTURE
DE TOUS LES PORTS
DE LA COLONIE
AUX ÉTRANGERS.



AU PORT-AU-PRINCE,
DE L'IMPRIMERIE DE MOZARD.

1790.

130

Handwritten text, possibly a title or page number.

THE
OF
THE
THE
THE

THE
THE
THE

OUVERTURE
DE TOUS LES PORTS
DE LA COLONIE
AUX ÉTRANGERS.

*Extrait des Registres de l'Assemblée générale de la partie
Françoise de Saint-Domingue.*

Séance du 20 Juillet 1790.

L'ASSEMBLÉE générale, considérant que les récla-
mations de toutes les Paroisses de la partie Françoise
de Saint-Domingue annoncent depuis long-temps une
disette alarmante.

Considérant, que dès le 6 Juin dernier, le Gou-
verneur général écrivoit à l'Assemblée qu'il n'étoit
pas sans inquiétude sur la rareté des farines dans
la plus grande partie de cette Colonie ; que les
départemens principaux n'en étoient pas approvi-
sionnés ; que le Gouvernement n'avoit aucun moyen
de venir au secours des différens quartiers où la
disette se faisoit déjà sentir, que les approvisionne-

la

la

tr.
us
nt
er
nt

da
ia-
nie
o-

sup
ar-

es,
ur

i-

(4)

mens qui existoient dans les Magasins du Roi , suffisoient à peine pour assurer la subsistance des rationnaires jusqu'à la fin d'Août ; que les nouvelles qu'il avoit du Continent lui faisoit craindre qu'il ne vînt que très-peu de farines , qu'il se porteroit avec empressement à accueillir tous les moyens qui pourroient favoriser l'introduction de ce comestible , & assurer cette partie précieuse de la subsistance des Colons.

Considérant , que les relevés fournis par les Paroisses prouvent que la plupart sont dans un état de détresse qui fait craindre pour elles une famine prochaine , & que celles entr'autres de Jacmel , d'Ouanaminthe , du Fort - Dauphin , & du Môle , sont à la veille d'éprouver ce fléau.

Considérant , que le salut du Peuple est la suprême Loi , & que l'urgence des besoins doit déterminer l'urgence des secours.

Considérant , que ce principe de droit naturel est consacré par l'Assemblée nationale elle-même , qui dans son Instruction du 28 Mars , excepte formellement du régime prohibitif de commerce qui nous lie avec la France , les exceptions momentanées qui peuvent exiger des besoins pressans & impérieux , relativement à l'introduction des subsistances.

Considérant , que c'est par une suite du même principe que , pour maintenir dans un juste équilibre des intérêts qui doivent se favoriser mutuellement , il a fallu en différens temps apporter de

(5)

modifications à la sévérité des Réglemens prohibitifs, qu'en dernier lieu, les circonstances sollicitant de nouveaux adoucissmens, le Roi, par l'Arrêt de son Conseil d'État du 30 Août 1784, a jugé qu'il convenoit de multiplier les Ports d'entrepôts, & en établir trois dans cette Ile, au lieu d'un qu'il y avoit auparavant; que ce même principe encore a déterminé les Gouverneur général & Intendant, & particulier M. le Comte de Peinier & M. de Bouff, à rendre différentes Ordonnances pour modifier les Lois prohibitives de commerce.

Considérant, que l'établissement des trois Ports d'entrepôt dans les villes du Cap, du Port-au-Prince & des Cayes, au lieu de remplir le but qu'on s'étoit proposé, qui étoit d'approvisionner tous les quartiers de la Colonie des objets de nécessité première, devenu l'occasion d'un monopole destructeur, & source d'accaparement odieux, la matière enfin de spéculations mercantiles, qui tournent uniquement au profit de quelques Capitalistes, qu'elles enrichissent, au détriment tant de l'Etranger qui achète, que du Cultivateur qui consomme.

Considérant, que l'unique moyen d'anéantir ces abus est d'étendre à tous les Ports où il y aura une municipalité le privilège accordé aux trois principales; qu'alors non-seulement les moyens de subsistance seront plus à la portée de tous les Citoyens, mais encore l'Habitant, pouvant traiter directement avec l'Etranger, celui-ci fera sur sa marchandise un bénéfice plus considérable, tandis que l'autre épargnera ce que gagnent actuellement sur lui ceux qui

LES

la

ur,
ous
ent
cer
ont

da
na-
nie
lo-

oup
ar-

és,
eur

i-

(6)

lui vendent de la seconde, de la troisième ou la quatrième main, & de cet avantage réciproque naîtra l'abondance.

Considérant, que les nouvelles précautions prises par l'Assemblée, pour prévenir les fraudes, témoignent le dessein où elle est de respecter les liens qui unissent Saint-Domingue à la France, dans tout ce que ne commande pas l'absolue nécessité.

Considérant encore, que la classe utile des Citoyens qui se consacrent au cabotage, loin de souffrir l'extension du privilège dont jouissent les trois Ports principaux de la Colonie, va recevoir un encouragement qui, en aggrandissant la sphère de son industrie, fera, pour la partie Française de Saint-Domingue, un principe nouveau de force & de prospérité.

Considérant enfin qu'une des grandes causes de la diminution du numéraire dans la partie Française de Saint-Domingue, est cette défense absurde faite par un Gouvernement toujours plus porté à favoriser la France que les Colonies, de payer les denrées du Pays les objets qu'elles sont autorisées à tirer de l'Etranger.

A décrété & décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Tout Bâtiment étranger admis dans les Ports de Cap, du Port-au-Prince & des Cayes, en venant

(7)

de l'Arrêt du Conseil d'Etat du Roi du 30 Août 1784 & des Ordonnances subséquentes des Général & Intendant, notamment de celles des 26 Décembre & 21 Avril derniers, sera également admis dans tous les Ports de la partie Françoisé de Saint-Domingue, où il y aura une Municipalité établie, & ne pourra y introduire que les objets permis par lesdits Arrêts & Ordonnances.

I I.

Tout Capitaine de Bâtiment étranger arrivant dans les Ports ci-dessus désignés, fera sa déclaration au Greffe de la Municipalité du lieu, & y présentera la facture originale de son chargement, laquelle sera enregistrée dans ledit Greffe.

I I I.

Tout Capitaine de Bâtiment étranger sera tenu, aussitôt que son Bâtiment sera arrivé, de prévenir la Municipalité de son arrivée & de présenter au Greffe de ladite Municipalité une caution domiciliée & solvable. Il ne pourra rien mettre à terre, jusqu'à ce que cette caution ait été fournie.

I V.

La Municipalité jugera de la solvabilité des cautions présentées par les Capitaines étrangers.

V.

Les cautions répondront de la fidélité des déclarations & factures des Capitaines, ainsi que de



i la

ur,
ous
ent
cer
ontdû
na-
nie
lo-ouf
ar-és,
sur

i-

(8)
l'emploi de leurs fonds , tel qu'il sera prescrit ci-
après , & du payement de tous les droits.

V I.

Les Capitaines de Bâtimens étrangers pourront
employer en denrées coloniales le montant de
la vente des subsistances qu'ils auront importées.

V I I.

Tout Capitaine étranger , avant que de partir ,
fera un état détaillé de sa vente , de ses dépenses
& de son chargement , lequel étant certifié par la
caution , sera vérifié & arrêté par la Municipalité.

V I I I.

Les Receveurs préposés à la perception des droits
d'oûtrois , ne pourront recevoir la déclaration des
Capitaines étrangers , que conformément à l'état
arrêté par la Municipalité.

I X.

Ledits Capitaines payeront tous les droits actuelle-
ment imposés sur l'exportation des denrées par les
Capitaines étrangers , & il leur en sera délivré quit-
tance en forme , laquelle constatera la quantité des
denrées coloniales qu'ils importeront.

X.

Dans les endroits où il n'y a point de Receveur
d'oûtroi , les droits seront perçus par le Trésorier

(9)
de la Municipalité, lequel sera tenu d'avoir un
registre pour cet effet, & en comptera suivant
les ordres de l'Assemblée du département.

X I.

Toute caution de Capitaine étranger, convaincue
d'avoir favorisé la fraude, sera déchue pendant dix
ans de la qualité de Citoyen actif, & ne pourra
plus être caution pendant le même délai, & sera
en outre condamnée à restituer au quadruple les
droits qui auront été soustraits par une fausse déclara-
tion, elle sera pour cet effet renvoyée devant
les Juges qui en doivent connoître.

X I I.

Sera également déchu de la qualité de Citoyen
actif pendant dix ans, quiconque sera convaincu
d'avoir favorisé la fraude.

X I I I.

Tout Capitaine étranger, parti en fraude, ne
pourra plus être admis en cette qualité, dans aucun
Port de cette Colonie, & à cet effet les Municipa-
lités se communiqueront entr'elles les actes qui
constateront la fraude.

X I V.

Il sera accordé une prime d'encouragement de 6
livres par baril de farine étrangère introduite dans
la partie Françoisé de Saint-Domingue, par les



à la

ur,
ous
ent
cer
ont

dà
va-
nie
lo-

oup
ar-

es,
eur

Bâtimens françois armés & expédiés dans cette Colonie ; ladite prime sera payée sur le produit du droit d'un pour cent.

X V.

Les Armateurs ou Capitaines desdits Bâtimens, en allant chercher des subsistances dans les Ports étrangers, pourront se charger en denrées coloniales, mais à la charge par eux de donner caution qu'ils rapporteront des subsistances jusqu'à concurrence du montant des denrées coloniales qu'ils auront exportés, laquelle caution sera de la totalité du montant de leur chargement en denrées coloniales.

X V I.

Seront au surplus lesdits Armateurs ou Capitaines soumis aux mêmes précautions, aux mêmes visites & aux mêmes formalités, à l'exception du cautionnement prescrit par l'article III. Ils subiront aussi les mêmes peines, en cas de contravention, & ils supporteront les mêmes droits, à l'exception de celui d'un pour cent dont ils seront dispensés.

X V I I.

Les Armateurs ou Capitaines françois partis de la Colonie pour aller chercher des subsistances dans l'Etranger, & qui auront chargé des denrées coloniales pour en faire l'achat, seront tenus de faire leur retour dans le délai de 4 mois, passé lequel, leurs cautions pourront être poursuivies.

(11)

XVIII.

Les Armateurs ou Capitaines françois qui n'auront point fait leur retour en subsistances jusqu'à concurrence du montant des denrées coloniales qu'ils auront chargées, & dans le délai ci-dessus prescrit, seront condamnés solidairement avec leurs cautions, à une amende qui sera de la moitié du cautionnement.

Sera le présent Décret, ainsi que celui du 17 de ce mois, qui constate l'urgence, notifié au Gouverneur général, conformément à l'article VII du Décret du 28 Mai dernier, pour par lui le promulguer & faire exécuter, ou remettre ses observations à l'Assemblée générale, dans le délai de dix jours fixé par l'article III du Décret du 28 Mai, & seront ensuite, tant le présent Décret, que celui du 17 de ce mois, envoyés à la sanction Royale.

Fait en Assemblée générale, lesdits jour & an que dessus. *Signé*, BERAULT, Président, VALENTIN DE CULLION, Vice-Président, LE GRAND, TREBUCIEN, DAUBONNEAU, DENIX, Secrétaires.

Pour copie conforme à l'original, revêtu du sceau de l'Assemblée, resté en nos mains.

Signé, le Comte DE PEINIER.

F I N.



à la

ur-
ous
ent
cer
ont

da
na-
nie
lo-

ouf
ar-

és,
sur

i-

06-62

130



à la

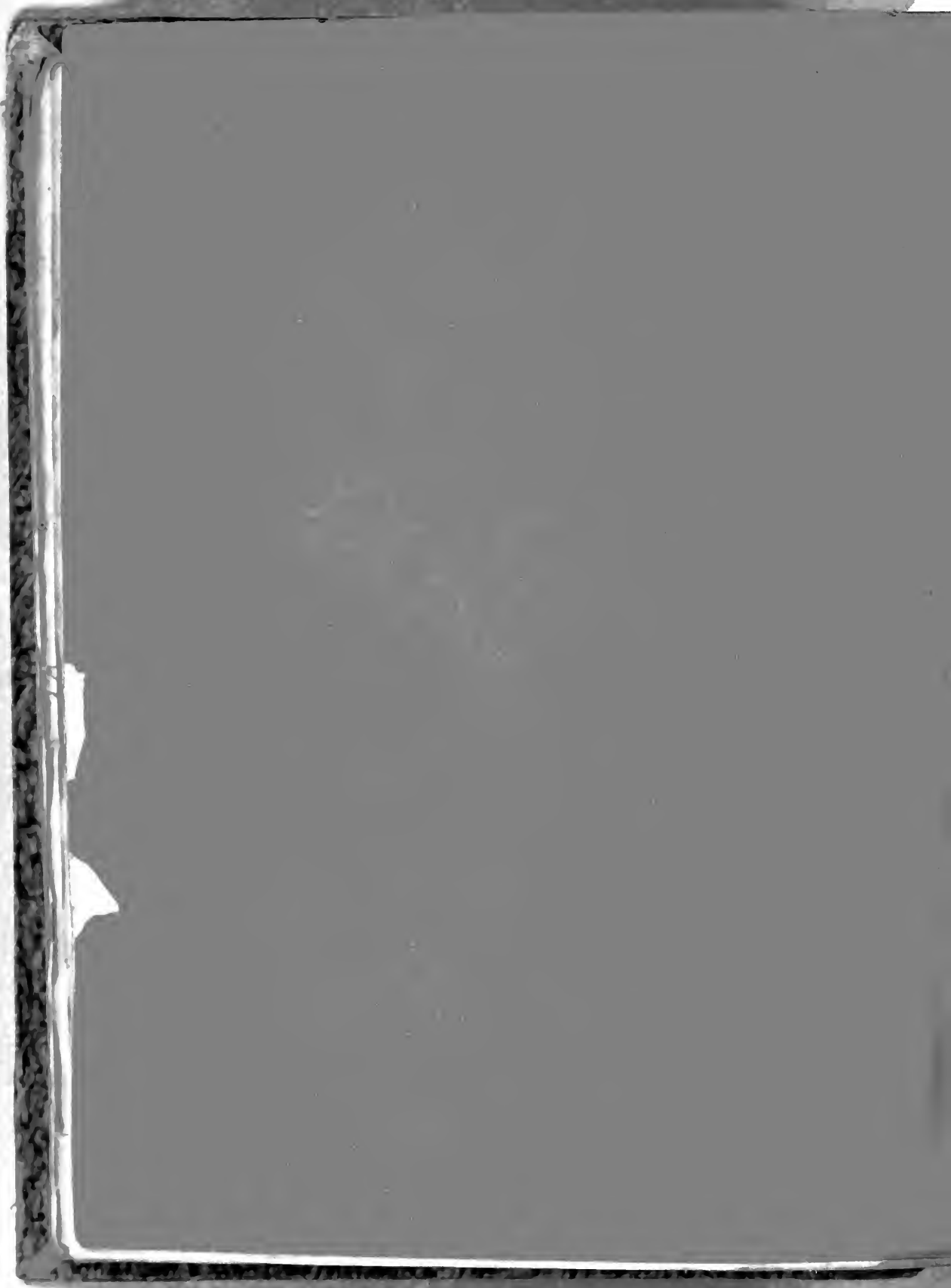
ur.
ous
ent
cer
ont

dâ
na-
nie
lo-

oup
ar-

és,
eur

le



FR
F3-45
1-31
.
1-4135
V. 2

